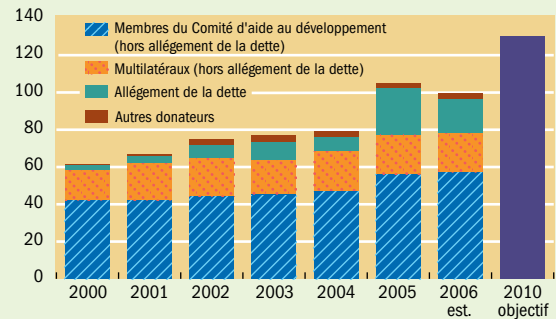


Évolution de l'aide

EN dépit de l'engagement des bailleurs de fonds à accroître les flux d'aide conformément au consensus de Monterrey et à la Déclaration de Gleneagles, la réaction a été mitigée. L'aide publique au développement (APD) a baissé d'environ 5 % en termes réels en 2006 — la première baisse depuis 1997 — et l'on prévoit un léger fléchissement en 2007, selon des estimations récentes de l'OCDE. En outre, l'APD en pourcentage du revenu national brut a chuté à 0,3 % en 2006, après avoir augmenté légèrement pour atteindre 0,33 % en 2005, niveau encore nettement inférieur à l'objectif de 0,7 % fixé par l'ONU.

Après un record en 2005, l'APD est en baisse en termes réels et bien inférieure à l'objectif.

(APD totale, milliards de dollars, prix de 2004)



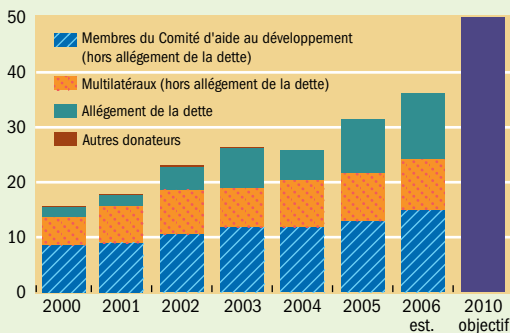
Sources : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/Comité d'aide au développement (CAD); estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les autres donateurs sont les bailleurs de fonds hors CAD relevant de l'OCDE/CAD; cette catégorie ne comprend pas des pays comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et la Russie, qui deviennent de grands pourvoyeurs d'aide.

Qui pis est, sur l'aide accordée, les dons au titre de l'allègement de la dette ont représenté un cinquième du total de l'APD en 2005-06, dominés par les accords du Club de Paris avec l'Iraq et le Nigéria. En Afrique subsaharienne, l'allègement de la dette a absorbé un tiers de l'APD, relançant la question de savoir si les pays donateurs seront en mesure de doubler comme promis leur aide alors que les effets de l'allègement de la dette s'estompent.

Par ailleurs, en dépit d'une amélioration de la prévisibilité de l'aide à court terme dans les pays obtenant les meilleurs résultats, la tendance est inégale. Dans un échantillon de 13 pays recevant une aide relativement élevée, la volatilité des composantes d'aide dans le budget a diminué entre les périodes 1993-99 et 2000-05, mais près d'un tiers de l'aide n'est pas arrivée à temps. Même parmi les pays obtenant les meilleurs résultats, la prévisibilité de l'aide a diminué au Ghana et en Ouganda, et a stagné en Tanzanie.

En Afrique, les récentes augmentations de l'aide ont servi pour l'essentiel à alléger la dette ...

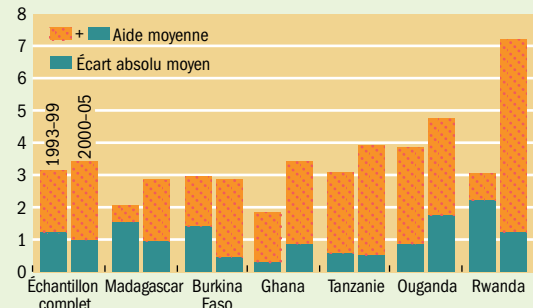
(APD vers l'Afrique subsaharienne, milliards de dollars, prix de 2004)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/Comité d'aide au développement (CAD); estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les autres donateurs sont les bailleurs de fonds hors CAD relevant de l'OCDE/CAD.

... Seulement 65 % environ de l'aide est arrivée à temps.

(pourcentage du PIB)



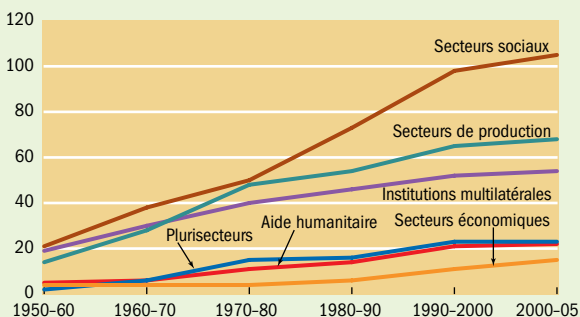
Source: Oya Celasun and Jan Walliser, "Predictability and Pro-Cyclicality of Aid: Do Fickle Donors Undermine Economic Development?" (2007).

Note : L'écart est égal à la différence absolue entre l'aide prévue dans le programme du gouvernement appuyé par le FMI et le décaissement effectif.

Sur une plus longue période, le nombre de filières d'aide au développement est monté en flèche, de 65 en 1950-60 à 287 en 2000-05. Beaucoup de nouveaux donateurs ont annoncé une hausse ambitieuse de leur engagement dans le domaine de l'aide, et des organisations privées, en particulier, ont accru rapidement leurs activités. Si les statistiques sont notoirement incomplètes, les estimations de l'aide philanthropique privée aux pays en développement vont jusqu'à 60 milliards de dollars, dont environ la moitié des États-Unis — la contribution de ceux-ci a été multipliée par plus de quatre depuis 1990.*

Prolifération des donateurs

(nombre de donateurs internationaux)¹

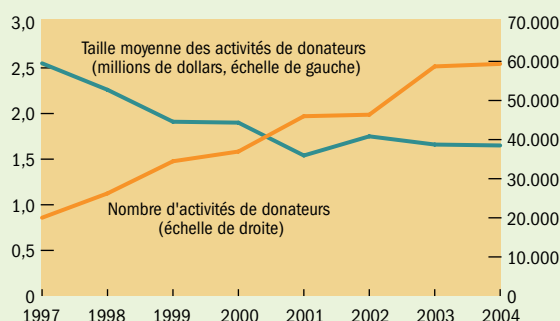


Sources : base de données du Système de notification des pays créanciers, OCDE/CAD; estimations de la Banque mondiale.

¹Y compris organisations, fonds et programmes publics, privés et non gouvernementaux.
*Homi Kharas, "The New Reality of Aid" (2007).

Toutefois, la prolifération des donateurs pose aussi des problèmes, notamment la fragmentation des apports d'aide, comme en témoigne le plus grand nombre — et la plus petite taille financière — des activités de donateurs par an. Certains pays en développement ont plus de 1.000 activités financées par des donateurs qui sont gérées par plusieurs unités d'exécution parallèles, accueillent plus de 1.000 missions de donateurs par an et préparent jusqu'à 2.400 rapports d'avancement chaque année.

Fragmentation des apports d'aide

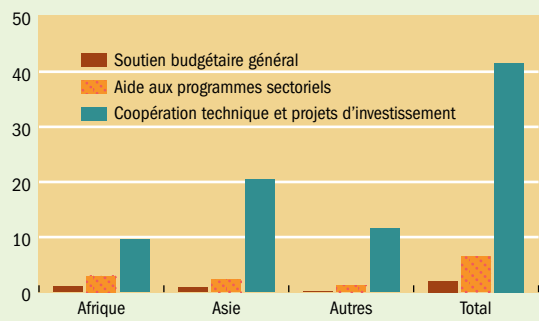


Sources : base de données du Système de notification des pays créanciers, OCDE/CAD; estimations de la Banque mondiale; Aid Architecture, IDA Discussion Paper 15 (Washington, Association internationale de développement, 2007).

Un autre problème est l'affectation de l'aide, notamment l'augmentation du nombre et de la taille des «programmes mondiaux»/«fonds verticaux». Lorsque ces fonds sont étroitement ciblés et que des mécanismes de financement distincts sont utilisés, il y a un risque de désalignement par rapport aux priorités inter/intrasectorielles des pays et d'une asymétrie entre le volume de financement et la capacité d'absorption du pays. Les donateurs privilégient encore de manière disproportionnée les projets et la coopération technique plutôt que l'aide aux programmes sectoriels et le soutien budgétaire général.

Forte affectation de l'aide

(engagements APD, pays du CAD; milliards de dollars, 2005)

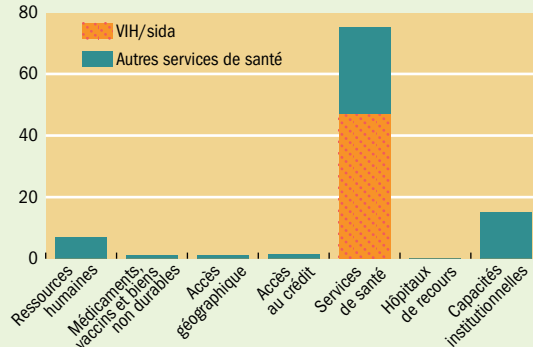


Source : base de données du Système de notification des pays créanciers, OCDE/CAD.

Au Rwanda, bien que le paludisme soit la principale cause de morbidité et de mortalité, les donateurs n'affectent à la lutte contre cette maladie qu'un tiers environ du montant consacré à la lutte contre le VIH/sida. Par ailleurs, 75 % de l'aide va directement à des organisations non gouvernementales ou est gérée directement par les donateurs par le biais de leurs propres projets, ce qui limite fortement la capacité des gouvernements à orienter l'APD vers leurs priorités.

Crainte d'une inadaptation aux priorités des pays bénéficiaires

(distribution de l'aide par objectif stratégique au Rwanda (2005), millions de dollars)



Sources : République du Rwanda; Country-Based Scaling Up: Assessment of Progress and Agenda for Action (Washington; Banque mondiale, 2007).

Note : Le financement de la lutte contre le paludisme est inclus dans les vaccins et les autres services de santé.

Préparé par Stefano Curto, Banque mondiale.